Histoire d’Alexandre Millerand, président de la République

Isifore Lechat:
— … Démocrate?… personne ne l'est plus que moi…
(Octave Mirbeau (*Les Affaires sont les Affaires*))



Moralepopulaire, images d'Épinal. Un général à cheval au

mi
li
eu
de
la
fo
ul
e
qu
i
l'
ac
cl
am
e,
le
pr
és
id
en
t
de
la
Ré
pu
bl
iq
ue
en
no
ir
,
sa
lu
e
da
ns

une gloire. On dit aux petits enfants ébloui s de cette splendeur: «En républiq

ue
,
av
ec
du
co
ur
ag
e
et
du
tr
av
ai
l,
on
ar
ri
ve
à
to
ut
;
so
is
sé
ri
eu
x!
»
On
le
ur
di
t
au
ss

i:
«T
ou
s
le
s
me
nt
eu
rs
so
nt
de
s
vo
le
ur
s»
et
qu
an
d
il
s
so
nt
un
pe
u
pl
us
gr
an
ds
,
on
aj

ou
te
:
«L
es
vo
le
ur
s
de
vi
en
ne
nt
fo
rc
ém
en
t
de
s
as
sa
ss
in
s.
»

La glorieuse carrière d'Alexandre Millerand justifie ces naïfs lieux communs. Sa massive silhouette, en frac, mâchoire de proie, le regard aigu derrière les verres du binocle, le front têtu, bas, tout cela domine congrument la foule, du landau présidentiel. Daumier magnifia Robert Macaire un imagier futur fera vivre le bonhomme, synthèse des créations les plus énormes, aboutissement de multiples générations de forbans. La progression y est: Robert Macaire, Turcaret, Vautrin, Isidore Lechat, Tribulat Bonhomet, Ubu… Millerand!

Le phénomène naquit à Paris, en 1859. La Ville-Lumière en a vu d'autres. Naturellement il fit son droit. Il avait compris très jeune les possibilités qu'offre aux malins la carrière de «défenseur de la Veuve et de l'Orphelin».

Ensuite il fit du journalisme. Ainsi, son aptitude au mensonge se dessina sous l'égide de Dalloz, de Portalis et de Cornelius Hertz: L'élève fit merveille, peu d'années après on le retrouve collaborant à la *Justice* avec Clemenceau. Les débuts promettaient.

Dès 1884, Millerand s'avéra stratège habile. L'homme se dédoubla, Janus du barreau, il plaida, d'une part pour les grévistes de Montcean-les-Mines et autres lieux de douleur et de misère. D'autre part, il souriait aux magnats de la grande industrie dont, il devait être plus tard l'avocat-conseil. Fructueux dédoublement: en 1885, il fut élu député; il était conseiller municipal de Paris depuis un an.

Vint le boulangisme. Démocrate comme Isidore Lechat soi-même, Millerand lutta contre la ganache et le panache chers à Déroulède. Il collabora à la *Petite République*, puis fonda *La Voix*, et devint rédacteur en chef de *La Lanterne*. Dans ces divers «canards», il invectivait contre les riches. Sans doute, sa bourse, trop plate pour ses appétits, l'incitait-elle à ces diatribes propres à le faire craindre… et payer cher?… La bourse est le viscère le plus actif des politiciens. Il est savoureux aujourd'hui de relire les violences de la *Petite République*, de Millerand, alors que les Russes vinrent à Paris ébaucher l'alliance de Marianne et du Tzar… «Hypocrites, gredins, halte-là!…» disait la feuille socialiste. Millerand, lui, ne s'est point arrêté.

Ayant ainsi acquis la confiance du Parti, Alexandre devint un chef. C'était en cette fin du XIX^{e} siècle au moment où les bourgeois disaient vouloir «aller au peuple». Ravachol, Vaillant, Émile Henri, Caserio et quelques autres personnages insolites venaient de jeter leurs vies en défi à la Société.

Les poètes chantaient les geste de révolte; les apôtres allaient tels des thaumaturges, dans un sillage d'ardente foi et montraient aux foules la voie lumineuse.

Millerand n'était ni poète, ni apôtre; sa ruse de vorace l'induisit à aller, lui aussi, vers la plèbe. Il était avocat; il n'alla pas vers le peuple de chair et de sang qui souffre et peine, il s'en vint à la représentation abstraite du prolétariat, au collectivisme. En un discours fameux, au Congrès de Saint-Mandé, l'avocat-menteur qui refusa de défendre Urbain Gohier alors antimilitariste, adhéra à la «Doctrine» qui prétend concrétiser les revendications des malheureux: La carrière du menteur atteignit là son apogée. Le voleur allait poindre.

* * * *

Les avocats d'affaires forment l'un des rouages les plus importants de notre démocratie financière. Le maître incontesté de cette honorable Corporation, Waldeck-Rousseau, avocat-conseil des Compagnies d'assurances américaines, prit le pouvoir à la fin de l'affaire Dreyfus. Il lui fallait un homme assez connu dans les milieux d'extrême-gauche pour y exercer quelque autorité, assez canaille pour trahir son Parti, assez malin pour laisser planer un temps quelque doute sur sa trahison et sa vénalité, assez retors pour désorganiser le mouvement révolutionnaire sans qu'on y prit garde. Ayant pris conseil de M. Aynard, alors régent de la Banque de France, Waldeck-Rousseau appela Millerand au pourvoir. Déjà, à la Chambre, celui-ci avait été rapporteur des primes à la marine marchande. Ministre, il s'empressa de conclure une convention avec les compagnies de navigation! Honni soit qui mal y pense!…

Si l'on voulait citer les tripotages, les affaires louches, les combinaisons crapuleuses auxquelles fut mêlé Alexandre Millerand, il faudrait noircir des tomes… Il y a l'Ouenza – un de ses premiers faits d'armes – qui lui valut de très

précieuses relations avec le Schneider du Creusot, il plaida pour la Rente Foncière (contre Poincaré qu'il vient d'appeler au pouvoir) il plaida pour tous les financiers plus on moins véreux qui rétribuèrent assez grassement son verbe dur d'affairiste averti; il plaida pour Duez, lors de la liquidation du fameux «milliard des congrégations»; il plaida aussi à la Chambre, dans les couloirs, pour ses bons amis de la Bourse et de l'Industrie: il plaida à tel point qu'il eût rapidement une maison de campagne, des diamants pour Madame, et quelques fonds pour fermer la bouche des empêcheurs de bâfrer en rond.

Ce fut à tel point qu'un jour, à la Chambre, un radical honnête (il y en eut quelques-uns), le député Binet, traita Millerand de requin et demanda si l'avocat de l'Ouenza. et des liquidateurs allait continuer à cumuler les fonctions de ministre et celles d'avocat pour forbans riches.

Le «petit père» Combes l'appela «la Dépouille»; mais celui qui exprima sur le compte de notre actuel président de la République, la vérité la plus concise, la plus «vraie», c'est le brave Pelletan.

Quelqu'un lui demandait un jour:

— À quel parti appartient en définitive Millerand?

Il ne put obtenir que cette réponse:

— Millerand?… Mais c'est un voleur!…

En vain l'autre insista. On ne put tirer de ce brave homme que répétitions de ce *leit-motiv*.

— Millerand? un voleur, un voleur…

Le clou de la carrière de Millerand-avocat est sans conteste cette fameuse affaire de la liquidation des biens des Congrégations.

On avait parlé, d'un milliard. Ce chiffre indiquait, disait-on, la totalité des biens saisis; on allait pouvoir employer ce fameux milliard à des œuvres sociales; aux retraites ouvrières par exemple. On avait compté sans Millerand et ses amis. Duez, Ménage et Lecouturier, liquidateurs-voleurs prirent comme avocats-complices Millerand, Paul Faure, Raoul Péret et Albert Clemenceau.

Millerand fut indiqué comme ayant «gagné» 80.000 francs… Un de ses secrétaires dépassa parait-il les 100.000. Quels souvenirs doivent unir Millerand et Raoul Péret! et comment s'étonner que ce dernier ait «conseillé» le rappel au confrère Poincaré à la présidence du Conseil?… Mais à conter par le menu, les faits et gestes de ces messieurs, on s'expose à être traité par les imbéciles de diffamateur ou de maitre-chanteur. — Tout ceci suffit d'ailleurs amplement à étayer ma thèse, à savoir que M. Millerand avocat-menteur devint assez rapidement un ministre-voleur. Voyons maintenant comment le voleur devint assassin.

* * * *

Les divers ministères qui se succédèrent au pouvoir depuis 1911, eurent comme mission principale la préparation de la guerre. Ils furent en grande partie constitués par d'anciens copains de l'équipe Millerand. Parmi tous les hommes de politique ou de finance qui coopérèrent de près ou de loin à l'assassinat gigantesque appelé «guerre du Droit», trois noms se détachent: Poincaré, Delcassé. Millerand. Ils sont tous trois unis par une effroyable complicité.

Des deux premiers, je ne m'occuperai point aujourd'hui; mais il doit être écrit que le voleur Millerand partage avec eux la responsabilité du grand crime.

Ce fut Millerand qui organisa ces grotesques retraites militaires, dont les bruyantes et hebdomadaires promenades rappelaient aux citoyens qu'ils pouvaient être appelés aux

armes et les familiarisaient peu à peu avec cette idée. Sa collaboration à l'œuvre de meurtre fut constante, dans les divers ministères dont il fit partie: il ne se montra pas moins «patriote» que le gnôme Delcassé ou le croque-mort Poincaré. Il tenait à contenter ses amis du Creusot, grands fournisseurs des armées de terre et de mer.

Il serait superfétatoire de s'appesantir sur l'odyssée du requin durant les années tragiques. Tout le monde se souvient des pancartes: «*Taisez-vous, méfiez-vous*» que l'on dut à l'initiative de Millerand et de la crise d' «*espionite*» qui suivit. cette fantaisie? Millerand est un véritable fils d'Isidore Lechat; chez lui le grotesque se mêle toujours au tragique, et les circulaires de Millerand, ministre de la guerre ont fait rire tous les bureaux militaires: odieuses et bouffonnes, elles reflétaient fidèlement le bonhomme.

La paix à peine conclue, il fut récompensé de ses efforts et envoyé en Alsace-Lorraine pour y exercer des fonctions équivalant à celles de vice-roi. Là-bas comme ici, il fut odieux et grotesque. Les «frères reconquis» d'Alsace et de Lorraine trouvèrent si saumâtre la plaisanterie, qu'ils exigèrent. le renvoi de Millerand à ses chers dossiers.

Sans doute en lesdits dossiers détient-il de redoutables secrets… car autrement il serait assez difficile d'expliquer l'ascension de l'avocat de l'Ouenza aux plus hautes dignités politiques.

Ce fut encore Millerand qui envoya le général-jésuite Weygand en Pologne pour faire de ce malheureux pays une barrière entre la Russie et l'Allemagne. Œuvre réactionnaire s'il en fût, car on ne saurait nier que notre République bourgeoise est, avec le gouvernement d'Alphonse XIII, la plus belle représentation européenne des forces d'impérialisme et de réaction qui collaborent à la régression mondiale.

Naturellement l'*Action Française* félicita Millerand de l'envoi

de Weygand. On peut ainsi supposer que l'ex-avocat des liquidateurs des biens congréganistes avait conservé quelque tendresse pour les pieux clients et complices de la bande Duez et C^{ie}.

Nous devons être reconnaissants à nos parlementaires de l'élection de Millerand à la présidence de la République. Elle eût certes scandalisé Pelletan et sans doute avec lui les derniers députés honnêtes – s'il en reste. – Mais elle est d'une telle force symbolique qu'il eût été vraiment fâcheux d'en être privés.

Du haut de son trône, d'ailleurs, il mène à bien le couronnement de sa triple carrière de menteur, de voleur et d'assassin. Son dernier exploit est le mauvais tour joué à Briand que l'on peut sans exagération qualifier de trahison.

Moins borné que ses collègues, Aristide était partisan d'une politique de conciliation et de reconstruction européennes. Sentant l'hostilité stupides des Condés du Bloc National, il leur jeta au mufle son portefeuille. Les traditions républicaines exigeaient que, avant de consulter quiconque, Millerand demandât au Ministre démissionnaire – qui n'avait pas été renversé – s'il consentirait à reformer un nouveau cabinet.

Mais l'actuel président de la République, étroitement lié à ses complices de mensonge, de vol et d'assassinat, s'empressa d'appeler Poincaré. Il sera sans doute, pour cela, de nouveau félicité par l'*Action Française*.

On dit tout bas que Millerand n'aurait lâché Briand que par peur des révélations dont le menaçait Tardieu, lequel connaîtrait parfaitement le dossier de la *Banque Industrielle de Chine* où, paraît-il, il est question de Son Excellence le baron Millerand (Au fait, ai-je dit que le bougre s'était fait bombarder baron?…) Il est assez difficile de démêler l'absolue vérité en tout cela; mais Téry qui s'y connaît en chantages et

en combinaisons… habiles, accuse Millerand de complot contre Briand et, par là, contre toute politique pacifique. Le fait n'est pas pour étonner.

Des gens «bien informés» prétendent que Millerand ne finira pas son septennat, que le Bloc National impérialiste et niais acculera un jour ou l'autre l'homme de l'Élysée devant ce dilemme: dissolution ou démission. On estime naturellement que Millerand démissionnerait plutôt que de faire la moindre concession… Ce serait dommage. La République bourgeoise de Panama et de la guerre du Droit ne saurait être mieux représentée.

Genold